

la lettre % d'attac

AGIR POUR LA JUSTICE SOCIALE
ET ÉCOLOGIQUE

COMITÉ 19^e-20^e

UN ARRIÈRE GOÛT D'EXTRÊME DROITE FLOTTE DANS L'AIR

Quand des policiers, soutenus par le ministre de l'Intérieur et d'autres personnalités politiques, manifestent pour avoir tous les droits face à la justice;

- Quand le gouvernement fait voter une loi dite de « Sécurité globale » et une loi contre le séparatisme qui s'attaquent aux libertés publiques et au droit d'informer;
- Quand les polémiques sur l'islamo-gauchisme saturer les débats politiques;
- Quand Gérard Darmanin estime que Marine Le Pen est « trop molle »;
- Quand le gouvernement dissout l'Observatoire de la laïcité et les associations qui lui déplaisent;
- Quand l'extrême droite la plus radicale multiplie les actions et les provocations;

C'est que les thématiques du Rassemblement national ont envahi tout l'espace et sont reprises au cœur même du gouvernement. Ces thématiques se retrouvent d'ailleurs dans la défense des intérêts des plus riches, notamment en matière de fiscalité. Mais la diffusion des idées de l'extrême-droite concerne toute la société. Les mouvements sociaux, syndicaux, citoyens, progressistes, doivent faire face tous ensemble à ces lourdes menaces. Le 12 juin, ils ont repris la rue, une première grande journée nationale de manifestation et de mobilisation, qui s'est déclinée localement.

Si nous refusons que le Rassemblement national dicte l'agenda politique, c'est un travail de longue haleine qui nous attend: recréer des solidarités, combattre pour les solutions alternatives, pour la justice sociale et écologique, lutter contre toutes les discriminations, pour nos libertés... N'y allons pas par quatre chemins: il y a un arrière goût d'extrême-droitisement de la société qui plane dans l'air. La bonne nouvelle, c'est qu'il est encore temps de réagir et d'éviter de nous réveiller avec une mauvaise gueule de bois parce que nous n'avons pas su nous mobiliser quand il était encore temps.

CINÉ-DÉBAT «SÉCURITÉ GLOBALE: DE QUEL DROIT?»

Un film de Stéphane Elmadjian et Karine Parrot (2021 -49 mn)

jeudi 17 juin à 19h 30

Centre d'animation Ken Saro Wiwa

63 rue Buzenval, 75020 Paris

Métros: Buzenval, Avron

ENTRÉE
LIBRE



Novembre 2020. L'état d'urgence sanitaire est en vigueur. La population est confinée, nul ne peut sortir de chez soi, sauf dans quelques cas « dérogoatoires » et moyennant une attestation. C'est précisément ce moment hors du commun que le gouvernement choisit pour faire adopter -suivant la procédure d'urgence- une loi sur « la sécurité globale » qui vient accroître les dispositifs de contrôle et de surveillance. Que signifie cette idée de « sécurité globale » et d'où vient-elle ? Quels sont

les nouveaux systèmes de surveillance envisagés ? Qu'est-ce que le continuum de sécurité ? Que révèle le processus parlementaire d'adoption de la loi ? Pourquoi la liberté d'opinion est-elle menacée ?

Ce film croise les points de vue de sept universitaires, chercheuses et chercheurs en droit, spécialistes du droit pénal, de politique criminelle, des données personnelles et de l'espace public. Interrogé.e.s sur cette proposition de loi « Sécurité globale », ils et elles décryptent les dispositifs techno-policiers prévus par le texte et, au-delà, le projet politique qu'il recèle.

À VOS AGENDAS!

Projection-débat autour du film « Nouvelle cordée », mardi 15 juin, 19 h, au cinéma La Clef (toujours occupé mais menacé d'expulsion ce mois de juin) en présence de la réalisatrice, Marie-Monique Robin. 34 rue Daubenton, M° Censier Daubenton. Renseignements: http://www.autourdu1ermai.fr/bdf_fiche-film-5596.html

« Critique de la représentation et formation du commun », samedi 19 juin, 14 h à 17 h, débat animé par Pierre Dardot, philosophe, et par Christian Mahieux, syndicaliste et membre fondateur de SUD Rail, à Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris.

« Les soulèvements de la Terre », mardi 29 juin, rassemblement Grand Périil express#Désarmons le béton, contre et la bétonisation et l'artificialisation des sols, organisée avec Extinction Rebellion France. **Sur inscription.** Renseignements: [grandperilexpress \[arobase\]](https://grandperilexpress[a]robases) [lessoulevementsdelaterre.org](https://lesoulevementsdelaterre.org)

QUI SOMMES-NOUS?

Attac est une association d'éducation populaire par l'action et la réflexion. Elle se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques. Attac est présente dans plus de quarante pays.

COMMENT NOUS CONTACTER

Site Attac France: www.france.attac.org
Comité local Paris 19^e-20^e:
attacparis20@attac.org
ou 18 rue Ramus - 75020 Paris
Informations, réflexions, campagnes:
<https://www.attac-paris19-20.org/>

NÉOLIBÉRALISME, LE DÉBUT DE LA FIN ?

Joe Biden, le nouveau président des États-Unis, a annoncé et pour partie déjà mis en application pendant les cent premiers jours de son mandat un vaste ensemble de mesures – programmes de dépenses publiques et réformes de la fiscalité – qui marquent une rupture avec les politiques menées avec continuité aux États-Unis depuis la présidence de Ronald Reagan, dans les années 1980. L'Europe, qui s'était complaisamment alignée sur la doxa néolibérale promue outre-Atlantique, va-t-elle à son tour changer de cap ?

Dans l'immédiat, le contraste est violent entre les orientations de la nouvelle administration états-unienne et les politiques appliquées et annoncées en Europe et en France. Qu'on en juge !

Le Plan de sauvetage américain (*American Rescue Plan*) de 1 900 milliards de dollars, d'ores et déjà adopté par le Congrès, se traduit par un chèque de 1 400 dollars par personne au bénéfice des familles à revenu modeste. À quoi s'ajoute, sans condition de revenu, un crédit d'impôt de 3 000 à 3 600 dollars pour les enfants de moins de 17 ans. Des allocations de chômage additionnelles de 350 dollars par semaine seront versées jusqu'en septembre aux personnes sans emploi. Les crèches vont bénéficier d'une enveloppe de 39 milliards de dollars, les écoles, de la maternelle au lycée, de 126 milliards et les universités de 40 milliards. Enfin, 350 milliards de dollars seront alloués aux États et aux collectivités locales.

Biden taxe les grandes fortunes...

Ce premier paquet budgétaire devrait être suivi d'un second (*American Jobs Plan*) de 2 300 milliards de dollars, dont les trois-quarts seront consacrés aux infrastructures publiques (écoles, réseaux d'eau et d'assainissement, transports publics, etc.), tandis que le quart restant ciblera l'innovation et l'emploi industriel. Enfin, est en préparation un troisième plan, de 1 000 milliards de dollars, destiné à l'éducation et à la santé.

À l'inverse de la politique budgétaire des États-Unis, le Programme de stabilité 2021-2027 soumis par la France à l'appro-

bation de la Commission européenne prévoit de cantonner la croissance des dépenses publiques à 0,7 % par an, soit moitié moins que la croissance attendue du PIB. Cela suppose la mise en œuvre de mesures de nature et d'ampleur analogues à celles des années 2012-2019 (freinage des dépenses de santé, baisse des dotations aux collectivités locales, gel du point d'indice de la fonction publique, etc.) et la mise en œuvre de réformes, dites structurelles, visant notamment à réduire les allocations de l'assurance-chômage et les retraites.

Le gouvernement états-unien prévoit de financer l'expansion des dépenses publiques par une réforme de la fiscalité sur les entreprises et les ménages les plus fortunés. Le taux d'imposition des bénéfices des sociétés sera relevé de 21 % à 28 % et les entreprises multinationales devront s'acquitter d'un taux d'imposition minimum de 21 % de leurs profits, quel que soit le pays où ceux-ci sont déclarés (le plus souvent dans des paradis fiscaux).

Les ménages gagnant plus de 400 000 dollars par an verront leur taux d'imposition marginal relevé à 39 % et leurs revenus financiers – jusqu'à présent fort peu taxés – seront imposés au même titre que leurs autres revenus. Enfin, les moyens de l'IRS (*Internal Revenue Service*), l'agence fédérale qui collecte l'impôt et traque la fraude fiscale, seront substantiellement renforcés.

En France, Emmanuel Macron refuse de rétablir l'impôt sur la fortune et de revenir sur la réforme de l'impôt sur les revenus financiers qui plafonne la taxation de ceux-ci



à 30 %, quel que soit leur montant. Le taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés est abaissé progressivement de 33 % en 2018 à 25 % en 2022, et les impôts dits de production sont diminués de 20 milliards d'euros.

... Macron refuse de rétablir l'ISF

S'agissant de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, la Cour des comptes notait en 2019 que, « conséquence de la baisse des effectifs, le nombre de contrôles sur place a connu en France une forte diminution dans la période récente ». Enfin, alors qu'un accord se dessinait entre les États membres de l'Union européenne sur la taxation des entreprises multinationales, le gouvernement français y a fait obstacle sur la base d'un argumentaire rédigé par le Medef.

Engagés dans un bras-de-fer avec la Chine pour le leadership économique et politique mondial, les cercles dirigeants états-unien prennent conscience de ce que la puissance d'une nation ne se construit pas sur le dépérissement de l'État et l'obscène opulence d'une poignée d'ultrariches – « la théorie du ruissellement n'a jamais fonctionné », a déclaré Joe Biden –, mais exige une population éduquée et en bonne santé, des équipements et services publics de qualité et l'espoir pour le plus grand nombre d'une amélioration de leurs conditions de vie.

Il est grand temps que cette prise de conscience s'étende à l'Europe, et notamment à la France. Mais cela ne se fera pas sans une très forte pression des citoyens sur les gouvernants.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Email.....

J'adhère à Attac et je verse pour l'année civile..... €

Ressources mensuelles et cotisation avec Lignes d'Attac

de 0 à 450 €.....	13 € - de 1600 à 2300 €.....	65 €
de 450 à 900 €.....	21 € - de 2300 à 3000 €.....	84 €
de 900 à 1200 €.....	35 € - de 3000 à 4000 €.....	120 €
de 1200 à 1600 €.....	48 € - au-delà de 4000 €.....	160 €

Bulletin à renvoyer accompagné d'un chèque bancaire ou postal à :

Attac Service adhésions - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris